

# LA NOUVELLE RUEE PLANETAIRE VERS L'AFRIQUE : UNE ANALYSE DE L'ACTIVISME ALLEMAND

Lacina YEO

Université Félix Houphouët-Boigny

## Résumé

Depuis déjà plusieurs années, les sommets et conférences sur le thème de l'Afrique se multiplient : France/Afrique, États-Unis/Afrique, Union Européenne/Afrique, Chine/Afrique, Russie/Afrique, Conférence de Tokyo sur le développement de l'Afrique, Inde/Afrique etc. Pourquoi ce regain d'intérêt pour le continent africain? A qui profite cette "nouvelle ruée"<sup>1</sup> ? A l'Afrique ou plutôt aux puissances organisatrices desdites rencontres internationales ? A croire certains observateurs, cette fois, les bénéficiaires pourraient être les Africains eux-mêmes. Faut-il y croire ? La présente contribution se propose d'analyser la politique africaine de la République Fédérale d'Allemagne sous le prisme de cette nouvelle ruée de l'Occident et de maints pays émergents vers l'Afrique.

## INTRODUCTION

En recouvrant son unité en 1990, l'Allemagne, géant économique, est redevenue un acteur politique et militaire incontournable sur la scène mondiale. Du coup, la question d'une nouvelle politique étrangère préoccupe de plus en plus les observateurs avisés de la vie politique allemande. Dans ce registre, une lecture critique de la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne de l'après « Wende » s'impose.

L'histoire du colonialisme allemand commence dès l'époque médiévale sur les marches orientales de l'Europe avec le « Drang nach Osten ». L'initiative de ce mouvement d'expansion est parfois attribuée à Charlemagne qui, ne pouvant plus s'étendre vers l'ouest, repoussa la frontière orientale de la Germanie de l'Elbe, atteinte par les Slaves au moment des grandes invasions,

---

<sup>1</sup> La conquête coloniale du continent africain au XIXème siècle, surnommée en anglais "the scramble" (la ruée), constitue la première grande vague d'intérêt des puissances étrangères pour l'Afrique. La guerre froide incarne la deuxième vague. L'Est et l'Ouest se concurrençaient pour obtenir l'allégeance de pays africains devenus indépendants. La troisième ruée est en cours. Ce regain d'intérêt pour l'Afrique s'explique par le fait que le continent représente une proportion croissante de la population mondiale. Selon les prédictions de l'ONU, d'ici à 2025, il y aura plus d'Africains que de Chinois sur terre. Les gouvernements et les entreprises du monde entier se précipitent donc pour renforcer les relations diplomatiques, stratégiques et commerciales. (<https://www.lenouveleconomiste.fr/la-nouvelle-ruee-vers-lafrique-68896/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20grande%20vague%20d,produite%20du-rant%20la%20guerre%20froide,08.07.20>).

à l'Oder, qui séparera les aires linguistiques germanique et slave sous Othon Ier. Mais la plupart de ces territoires furent perdus par suite de révoltes slaves. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les Européens s'implantent en Afrique et s'engagent dans une véritable « course aux colonies ».

La politique étrangère allemande jusqu'aux premières années du mandat du Chancelier du Reich Otto von Bismarck (1815-1898) est concentrée sur la résolution de la « question allemande » en Europe. Jusqu'à leur unification, les États allemands n'étaient pas en mesure de se consacrer au développement d'une marine et c'est cette situation qui avait essentiellement empêché toute participation allemande à la course aux colonies lointaines d'Outre-mer. L'empire colonial allemand fut fondé après l'unification de la nation allemande en 1871.

Un des temps forts de l'activisme colonial allemand fut l'accueil de la conférence de Berlin, tenue du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, en vue de désamorcer les conflits naissants entre les principales puissances colonisatrices. Dans les années qui suivent, la colonisation s'accélère et les Européens retracent les frontières du continent. Contre son gré, l'Afrique intégrait les relations internationales.

La défaite de l'Allemagne à l'issue de la Première Guerre mondiale marquera la fin de l'empire colonial allemande, matérialisée par la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919. Selon le germaniste camerounais Alexandre Kum'a Ndumba III, bien que Hitler avait avant tout les yeux rivés sur l'est de l'Europe, l'Afrique ne lui était pas pour autant indifférente. (Cf. "Hitler voulait l'Afrique. Les plans secrets pour une Afrique fasciste 1933 - 1945" de L'harmattan, Paris 2000.). Dès l'arrivée au pouvoir des nazis, le gouvernement d'Adolf Hitler mena une politique étrangère visant à incorporer dans le Reich les populations allemandes (Volksdeutsche) vivant hors des frontières du Reich, à assurer la domination allemande sur l'Europe de l'Ouest, et à acquérir à l'Est un nouvel et immense empire d'"espace vital". (Lebensraum). Pour Hitler, l'hégémonie allemande en Europe nécessiterait une guerre, en particulier à l'Est. Les Slaves, considérés comme "racialement inférieurs", devraient être repoussés à l'est de l'Oural, réduits en esclavage ou exterminés.

Outre la constitution du Lebensraum, Hitler prévoyait que le "mouvement vers l'est" détruirait le bolchevisme. La politique étrangère agressive d'Hitler conduisit au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. (<https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/german-foreign-policy-1933-1945>, 07.07.20). (Voir Kuma Nd'umbe, Hitler voulait l'Afrique). Certaines personnalités politiques influentes dans l'entourage de Hitler portaient un intérêt particulier au continent africain. Ils estiment que la perte des colonies allemandes à l'issue de la Première Guerre fait partie des affronts majeurs induits par le traité de Versailles, négocié sans

les vaincus, donc sans l'Allemagne. En outre, la sinistre obsession de Hitler pour la "pureté" et la supériorité de la race aryenne a également gravement touché un nombre important d'Africains ou d'individus d'origine africaine qui vivaient en Allemagne à l'époque.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble des relations politiques, économiques et commerciales entre l'Allemagne et l'Afrique se trouvait interrompu. Selon certains africanistes allemands, pour la période de l'après-guerre, mais également pour les décennies suivantes, la RFA n'a guère développé une « politique africaine » propre, acceptant, au contraire, volontairement le rôle prépondérant des (anciennes) puissances coloniales ou des Etats-Unis. Les relations officielles entre l'Allemagne et l'Afrique se sont développées progressivement : dans un premier temps avec les Etats africains « libres » (Afrique du Sud, Ethiopie, Liberia), ensuite avec les Etats des empires britannique et portugais (Kenya, Mozambique, Nigeria, etc.) et enfin avec l'Afrique française à partir de 1955/1956. À l'exception du problème de la décolonisation, l'Allemagne de l'Ouest cherchait à assumer, dans une certaine mesure, un rôle « d'intermédiaire » entre les puissances coloniales et les Etats africains sur le chemin de l'indépendance : ni compromission avec le pouvoir colonial qui, de toute évidence, allait vers son terme, ni parti pris ouvert pour la création d'Etats indépendants. L'opinion publique allemande était favorable à une politique d'autodétermination et d'indépendance des Etats africains qui croussaient sous le joug de la colonisation.

À partir des années 1960, année des indépendances africaines par excellence<sup>2</sup>, l'Allemagne établit de façon significative des relations diplomatiques et commerciales avec la plupart des pays africains. Au de cette coopération avec le continent africain, la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne (RFA) s'inscrivait dans le cadre de ses relations avec ses partenaires occidentaux, principalement la France et les États-Unis. L'Allemagne se proposait ici de contribuer au développement de l'Afrique dans un effort européen commun. (Kassé, in *Allemagne d'aujourd'hui* 2016/3 : 133-142). Depuis la fin du conflit Est-Ouest, de nouveaux défis et de nouvelles perspectives sont apparus dans la politique étrangère allemande.

Le 14 novembre 1961, la République fédérale d'Allemagne crée un ministère spécial dédié à la coopération économique (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit (BMZ)). Son premier occupant est le ministre Walter Scheel. En 1993 ce ministère reçut l'additif et le développement. La coopération au développement obtient ainsi pour la première fois en Allemagne un statut ministériel.

---

<sup>2</sup> L'année 1960 fut d'ailleurs qualifiée en Allemagne d'Afrika-Jahr (l'année de l'Afrique).

Par ses prestations dans le cadre de la coopération au développement, l'Allemagne est l'un des plus grands pays donateurs. Dans sa coopération internationale, le gouvernement fédéral vise à garantir globalement l'avenir. La politique allemande de développement veut contribuer à améliorer les conditions de vie dans les pays partenaires, à réduire la pauvreté et à renforcer la démocratie. Son objectif est de surmonter la faim et la pauvreté dans le monde et de renforcer la démocratie et l'Etat de droit. Intégrée de manière multilatérale, l'Allemagne assume une responsabilité accrue issue de la réunification du pays en 1990. L'Allemagne fait aujourd'hui maints efforts pour contribuer à la solution politique des conflits, au maintien des structures préservant la paix et à la prévention des crises au sein de missions de paix mandatées par l'ONU.

Depuis l'an 2000, on constate un regain d'intérêt de la RFA pour le continent africain. Au désintérêt politique de l'après guerre froide a succédé une politique pragmatique des dirigeants allemands, sous l'impulsion de l'ONU et du renouvellement des structures économiques africaines. La nouvelle stratégie pour l'Afrique du gouvernement fédéral met l'accent sur les aspects économiques de la collaboration avec l'Afrique et doit favoriser une attitude plus cohérente du gouvernement fédéral sur ce continent. Après avoir été longtemps en retrait, pour des raisons historiques, sur les grands problèmes qui concernent l'Afrique, la République fédérale manifeste, depuis le tournant du millénaire, un intérêt croissant pour le continent africain.

L'originalité de la nouvelle stratégie du gouvernement fédéral pour l'Afrique réside dans sa rupture catégorique avec l'ancienne grille de lecture paternaliste de l'Afrique. (Mehler/Soest (von), In: Note du Cerfa, n° 92, janvier 2012). Désormais l'Allemagne veut promouvoir un partenariat politique et économique durable fondé sur un pied d'égalité. C'est dans cet esprit que le gouvernement fédéral allemand a institué les lignes directrices de sa politique africaine définissant plusieurs priorités.

Face à l'intensification du débat sur la place de l'Afrique dans la stratégie économique et la politique de sécurité de l'Allemagne, le gouvernement de coalition CDU-FDP décida, au cours de l'année 2010, de mettre sur pied une stratégie globale pour l'Afrique. Sous l'égide du ministère des Affaires étrangères, un groupe de travail composé de différents acteurs (représentants de tous les ministères, mais aussi de membres de groupes parlementaires, d'associations économiques, de fondations politiques, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'églises, de syndicats et de groupes de réflexion) fut chargé d'élaborer un document commun. Le document, fut présenté dans sa version définitive par le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle en juin 2011, sous le nom « Projet pour l'Afrique du gouvernement fédéral. (Cf. Koepf, in : Notes du Cerfa 119, 2015).

Le ministre fédéral des Affaires étrangères Guido Westerwelle ne disait pas autre chose il y a deux ans, lorsqu'il a pris la parole à Berlin, après de l'adoption de la nouvelle stratégie pour l'Afrique par le cabinet fédéral allemand. « Nous souhaitons ouvrir un nouveau chapitre dans les relations avec le continent voisin. L'objectif est de prendre en compte l'importance grandissante de l'Afrique et [...] d'exploiter les potentialités de coopération dans un esprit de partenariat. »(<https://www.rfi.fr/fr/europe/20130920-allemande-afrique-relations-afro-realisme-partenariat-strategie-diplomaties>, 19. 11. 2020)

En 2014, des lignes directrices de la politique africaine de l'Allemagne ont été arrêtées par le gouvernement fédéral sur proposition du ministère des Affaires étrangères, peu de temps après l'entrée en fonction du gouvernement de coalition CDU-SPD en décembre 2013, a été lancé en Allemagne un débat sur l'avenir de la politique africaine du pays. Suite à ce dernier, le gouvernement fédéral a pris la décision de faire élaborer une nouvelle stratégie pour l'Afrique qui a été finalement publiée en mai 2014 sous le titre « Lignes directrices de la politique africaine ».

En 2017 fut initié le "plan Marshall pour l'Afrique". Au Conseil des ministres fédéral du 27 mars 2019, une version actualisée de ces principes directeurs, venant parfaire ceux de 2014, a été adoptée. Ces nouvelles articulations de politique de développement étrangère allemande comportent cinq priorités:

- Instaurer la paix, la sécurité et la stabilité
- Développement économique durable
- Piloter et gérer les migrations
- Renforcer l'ordre international fondé sur des règles
- Approfondir les partenariats entre les sociétés civiles.

(Ministère des Affaires étrangères allemand, mars 2019).

Aux différentes crises qui secouent l'Afrique depuis plusieurs décennies, l'Allemagne a réagi avec une série d'initiatives de politique africaine. Ces bouleversements et mutations socio-politiques ont engendré un engagement accru du gouvernement fédéral dans les domaines de la résolution des conflits, de la stabilisation et de la consolidation de la paix.

La nouvelle vision défendue par la chancelière allemande est de rendre les pays africains plus attractifs pour les investisseurs, afin de favoriser leur émergence et de réduire les flux migratoires. C'est dans cet objectif que le Compact with Africa a été lancé à Baden-Baden en mars 2017 par la présidence allemande du G20, dans le cadre du volet financier, avec le soutien

des ministres des finances du G20 et des gouverneurs de la banque centrale, afin de promouvoir l'investissement privé en Afrique, notamment dans les infrastructures.

En mars 2017, l'Allemagne, lors de sa présidence du G20, s'est engagée à redéfinir la coopération avec l'Afrique. Ainsi a-t-elle développé à travers l'initiative „Compact with Africa“ du G 20 l'idée de mobiliser des capitaux privés pour aider à accélérer le développement du continent. Le projet vise également à améliorer le climat des affaires. Les gouvernements du G20 montrent ainsi aux investisseurs potentiels de leurs pays leur confiance dans la sincérité des engagements de réformes pris par les gouvernements africains.

Cet activisme, à l'heure où le continent suscite une vague d'intérêt planétaire, est compréhensible. A la fois pour sécuriser ses approvisionnements en énergies et en matières premières et pour faire de l'Afrique le partenaire d'avenir de son industrie en quête de nouveaux marchés. *L'Allemagne veut promouvoir un partenariat politique et économique durable fondé sur un pied d'égalité.* Elle souhaite ouvrir un nouveau chapitre dans les relations avec le continent africain. L'objectif est de prendre en compte l'importance grandissante de l'Afrique et d'exploiter les potentialités de coopération dans un esprit de partenariat.

Le développement n'est possible que si la sécurité est garantie dans le même temps, a précisé la chancelière. Angela Merkel l'a clairement énoncé : « *Le partenariat avec l'Afrique est tourné vers le développement économique, mais aussi vers la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité.* »

À travers l'initiative du G20 pour l'Afrique « Compact with Africa » et des partenariats de réformes avec des pays africains, le gouvernement fédéral veut améliorer les conditions de l'investissement. Celle-ci doit améliorer les conditions de l'investissement. Mme Merkel a souligné que l'initiative devait contribuer à ce que l'Afrique « *puisse déployer la dynamique nécessaire dont nous avons également besoin* ».

Par une convention sur l'investissement, les pays africains s'engagent à adhérer à cette initiative pour améliorer les conditions de l'investissement privé sur leur territoire. Jusqu'à présent, la Tunisie, le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Rwanda y ont adhéré. Le Ghana et l'Éthiopie vont désormais s'y ajouter.

L'Allemagne compte sur l'émergence d'une classe moyenne africaine pour un jour pouvoir vendre ses automobiles et ses machines-outils, fers de lance de l'économie allemande. La RFA s'intéresse à l'Afrique noire dès le départ du fait d'une nécessité économique puisque l'Afrique est un réservoir de matières premières dont l'économie de ce pays a besoin, d'une

part. L'Afrique est devenue la nouvelle frontière économique, avec de possibles relais de croissance pour une Europe vieillissante, mais aussi une source d'inquiétude en raison de flux migratoires intenses. Angela Merkel, confrontée à une montée de la droite et de l'extrême droite allemande, crispées sur la question migratoire, veut désormais limiter les flux de migrants en provenance du continent. Angela Merkel ne cesse de répéter qu'elle souhaite s'attaquer aux « racines » de l'exode des Africains vers l'Europe. Surtout, le développement économique de l'Afrique est une réponse au défi migratoire qui inquiète la société allemande. La lutte contre les causes de l'immigration est réclamée par une partie de l'opinion publique allemande (et européenne).

Face à la plaie que représente le souvenir des deux guerres mondiales, la politique étrangère de la République Fédérale d'Allemagne est caractérisée par une certaine « culture de la retenue ». Il n'est donc guère étonnant que l'Allemagne privilégie la « *soft power* » à la « *hard power* » et les atouts de sa puissance économique et commerciale à ceux de la force militaire. L'Allemagne fait partie de réseaux denses et diversifiés en politique internationale. Elle entretient des relations diplomatiques avec près de 200 pays ; elle est membre des grandes organisations multilatérales ainsi que de groupes internationaux informels de coordination comme le Groupe des G20. L'Allemagne a au total 227 représentations à l'étranger. (<https://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/fr/politique-lallemagne/politique-etrangere-un-engagement-en-faveur-de-la-paix-et-de-la-securite>, 07. 07. 20).

Considéré par les Allemands comme un continent pauvre dénué d'intérêt, l'Afrique subsaharienne a longtemps fait l'objet d'une politique allemande minimale. Désormais, la République fédérale d'Allemagne est un partenaire privilégié des pays africains, en particulier ceux au Sud du Sahara aux plans politique, économique et culturel. Ce partenariat est fondé sur des principes défendus dès le départ par la RFA et acceptés, tout au long de leur histoire, par ces pays africains. L'Allemagne fait partie des principaux soutiens bilatéraux de l'Afrique dans le domaine de la bonne gouvernance, l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'Homme. Elle soutient la construction de structures publiques et s'engage en faveur des sociétés civiles.

Largement intégrée dans la coopération multilatérale, la politique étrangère de l'Allemagne repose sur un certain nombre de constantes et de principes fondamentaux, à savoir l'Europe, le partenariat transatlantique, la mobilisation mondiale en faveur de la paix et de la sécurité, la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme ainsi que l'engagement pour une mondialisation juste et durable et un ordre international basé sur des règles.

Après avoir été longtemps en retrait, pour des raisons historiques, sur les grands problèmes qui concernent l’Afrique, la République fédérale d’Allemagne manifeste, depuis le tournant du millénaire, un intérêt croissant pour le continent africain. Réputée pour son excellence industrielle et sa capacité à innover, l’Allemagne n’entend plus jouer les seconds rôles sur le continent. Le conseiller spécial de la chancelière Angela Merkel pour l’Afrique Günter Nooke postulait: « Nous devons passer du statut d’exportateur à celui d’investisseur et de partenaire ». À travers l’initiative du G20 pour l’Afrique « Compact with Africa », l’Allemagne souhaite ouvrir un nouveau chapitre dans les relations avec le continent africain. « Dites-nous ce que vous avez sur le cœur ! » ; « Il ne s’agissait pas seulement de parler de l’Afrique, mais avec elle », affirmait avec force la Chancelière allemande, Angela Merkel, à la cérémonie d’ouverture de la Conférence économique du « G 20 Compact with africa » le mardi 19 Novembre 2019 à Berlin. L’Afrique doit développer un plan stratégique d’intelligence stratégique de son rapport à l’autre.

La nouvelle vision défendue par la chancelière allemande est de rendre les pays africains plus attractifs pour les investisseurs, afin de favoriser leur émergence et de réduire les flux migratoires. L’Allemagne continue d’exporter plus de biens vers l’Afrique qu’elle n’en importe d’où la requête des pays africains demandant à la chancelière allemande d’investir plus dans leurs économies, et de favoriser les transferts technologiques. Selon le germaniste sénégalais Maguèye Kassé, la politique africaine de l’Allemagne revêt, dans son évolution, une contradiction « entre idées et réalités » (Kassé, in : *Allemagne d’aujourd’hui* 2016/3). Dans la société civile allemande, ils sont nombreux à se demander si les valeurs universelles mises en avant dans le document stratégique n’est pas tout simplement une belle vitrine pour masquer la course acharnée pour les matières premières africaines qui a bel et bien commencé avec l’entrée en scène des pays émergents ces dernières années. (<https://www.rfi.fr/fr/europe/20130920-allemande-afrique-relations-afro-realisme-partenariat-strategie-diplomaties>, 07. 07. 20).

En Afrique, malgré le peu d’intérêt que les Allemands portent pour le continent, l’image de l’Allemagne est presque toujours positive. Le passé colonial allemand est parfois idéalisé alors qu’il n’a pas été plus altruiste et plus favorable au développement que les autres puissances coloniales. On a d’ailleurs avec l’extermination presque totale des Hereros en Sud-Ouest africain, le premier génocide de la récente histoire coloniale. Certains spécialistes qualifient la politique africaine de l’Allemagne d’être « entre principes éthiques et intérêts économiques » (Stark/Georget, in: *Allemagne d’aujourd’hui* 2016/3: 217-220). Malgré leur volonté, les acteurs de la coopération allemande préviennent à juste titre :



La coopération au développement ne peut ni ne doit remplacer la responsabilité de nos pays partenaires envers leur propre développement et leurs contributions à la sauvegarde de l'avenir à l'échelle planétaire. Les prestations extérieures sont destinées à fournir des impulsions et un soutien au démarrage des projets, mais ne doivent pas remplacer les propres efforts de chacun. Dans cette mesure, la coopération au développement peut être une contribution importante au développement durable des pays partenaires et à la solution des problèmes planétaires. La politique de développement se conçoit aussi comme un concours apporté à l'aménagement des conditions-cadre planétaires afin de favoriser un développement durable sur le plan économique, social et écologique dans toutes les régions du monde. Contribuer à lutter contre la paupérisation des masses et ses causes structurelles est un objectif majeur de la politique globale du gouvernement fédéral et est la clé de voûte de la politique allemande de développement (Le gouvernement fédéral: "L'Allemagne dans le monde", 2002: 70-71).

## Littérature

- Auswärtiges Amt : Die Bundesrepublik Deutschland und Afrika. Dokumentation 1990-1993. Bonn.
- ESSIS Botiagne Marc : « La politique africaine de l'Allemagne depuis 1990 », *Allemagne d'aujourd'hui*, Janvier-mars 2010 (n°191), p.61-77.
- <https://www.dw.com/fr/en-politique-africaine-lallemagne-se-cherche-une-strat%C3%A9gie/a-38308074>, 22.05.2020.
- KASSE Maguèye : « La politique africaine de l'Allemagne d'hier à aujourd'hui : une approche contradictoire entre idées et réalités », in : *Allemagne d'aujourd'hui* 2016/3 (N° 217), pages 133 à 142.
- KAS Publikation : *Deutsch-Französischer Dialog*, Heft Nr. 3, Paris 2010.
- KOEPF Tobias: „L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine“, in: *Note du CERFA*, n° 119, janvier 2015.
- MASSON Francis: “Zoom sur la politique africaine de l'Allemagne”, *Nouvelle Europe* [en ligne], Vendredi 24 juillet 2015, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/1921>, consulté le 22 mai 2020;
- MAIR Stefan / TULL Denis: *Deutsche Afrikapolitik: Eckpunkte einer strategischen Neuorientierung*, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, « SWP-Studie », n° 10, mars 2009.
- MEHLER Andreas / SOEST Christian (von) : La politique africaine de l'Allemagne : quelles convergences avec la France ?, in : *Note du CERFA*, n° 92, janvier 2012.
- Politique africaine Nr. 60 : *L'Allemagne et l'Afrique*, Karthala, Paris 1995.

- STARK Hans/ GEORGET Jean-Louis : « La politique africaine de l'Allemagne entre principes éthiques et intérêts économiques », in : *Allemagne d'aujourd'hui* 2016/3 (N° 217), pages 217 à 220.
- THOREL Julien: „La nouvelle politique africaine de l'Allemagne: un investissement politique et économique pour l'avenir de l'Europe“, in: *Note du CERFA*, n° 44, juin 2007.

INTER-TEXTUAL